

Archives

Attaque des fonds vautours contre l'Argentine - Les morts ne peuvent pas rembourser leurs dettes

mardi 24 juin 2014

Déclaration de Jacques Cheminade, Président de Solidarité & Progrès

Paris, le 24 juin 2014 – L'ancien président Argentin, Nestor Kirchner, avait déclaré, lorsque ses créanciers exigeaient le remboursement de leurs titres au détriment de l'existence même de son pays et de son peuple, que « les morts ne peuvent pas rembourser leurs dettes ».

La sinistre farce recommence. Alors que 93 % des créanciers, en 2005 et 2010, avaient accepté d'échanger leurs anciennes dettes contre du nouveau papier servi avec une forte décote dépassant les deux tiers de sa valeur, deux fonds vautours ont décidé de réclamer un remboursement à 100 % auprès des tribunaux américains. Ils viennent, après un jugement en leur faveur d'un juge de la Cour d'appel de New York, d'obtenir la confirmation de ce jugement par la Cour suprême américaine. La somme s'élève à 1,33 milliards de dollars, mais un enchaînement fatal pourrait se déclencher. En effet, si les 7 % de créanciers qui ont refusé la restructuration de la dette exigeaient le même traitement, l'Argentine devrait régler 15 milliards de dollars supplémentaires. Et si les 93 % qui ont signé un accord demandaient à leur tour, alléguant une inégalité de traitement, leur remboursement à 100 %, c'est la totalité de la dette due depuis 11 ans qui serait en cause, un montant évalué à 95 milliards de dollars. L'Argentine ne dispose de réserves de change que de 28,5 milliards de dollars ! Elle ne pourrait donc payer qu'avec ses larmes et son sang.

Bien plus que d'être remboursés, les créanciers agissent ainsi pour asservir un pays. Cela dépasse de très loin l'Argentine. Un précédent serait ainsi créé à l'encontre de tout pays en difficulté résistant, en lui infligeant des conditions dignes du XIXe siècle victorien. Après la saisie des dépôts bancaires à Chypre, il s'agit du second tour de vis destructeur à l'échelle internationale.

L'Argentine a réitéré sa volonté de rembourser ses créanciers restructurés en ce qui concerne la tranche de 900 millions de dollars au 30 juin. Elle n'accepte cependant pas qu'un tribunal étranger décide à son encontre, et propose que le litige soit réglé en Argentine. Tous les pays sud-américains soutiennent l'Argentine.

Nous sommes donc face à un enjeu décisif au regard de la dépression mondiale en cours. Les peuples ne doivent plus payer pour les coupables. Car ce sont bien les intérêts anglo-américains qui ont bénéficié, avec leurs complices locaux, de la mise au garrot du pays.

Les Argentins savent, mieux que personne en raison de leur expérience passée, reconnaître l'empreinte de l'Empire britannique. Il est temps de procéder à sa mise en faillite ordonnée, il est temps de séparer dettes légitimes et illégitimes, en cessant de rembourser ces dernières. Je soutiens le combat de Cristina Kirchner, en espérant qu'il devienne essentiel pour que tombe l'oligarchie criminelle de la City et de Wall Street. La France doit choisir son camp.
